



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

n° 2013-PREF-DRCL-BEPAFI-SSPILL/675 du 20 DEC. 2013
mettant en demeure la société SOUFFLET AGRICULTURE de respecter les prescriptions du titre 6
de l'arrêté préfectoral n° 2008.PREF.DCI3/BE0022 du 12 mars 2008 portant imposition de
prescriptions complémentaires relatives à la prévention des nuisances sonores pour l'exploitation de
son établissement situé à GRIGNY, Chemin du Port

LE PREFET DE L'ESSONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de M. Bernard SCHMELTZ, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 12 juin 2012 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-PREF-MC-031 du 26 août 2013 portant délégation de signature à M. Alain ESPINASSE, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 96.5438 en date du 12 décembre 1996 autorisant la Société CERAPRO à exploiter à GRIGNY (91350), Chemin du Port, l'activité suivante :

n° 2160-1° (A) : silos de stockage de céréales. Volume : 49 333m3

n° 1180-1 (D) : appareil contenant plus de 30 l de polychlorobiphényles (530l)

VU le récépissé de déclaration de succession délivré le 22 juin 2004 à la société SOUFFLET AGRICULTURE pour l'exploitation des activités exercées par la société CERAPRO,

VU l'arrêté préfectoral n° 2008.PREF.DCI3/BE0022 du 12 mars 2008 portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société SOUFFLET AGRICULTURE située Chemin du Port de Grigny 91350 GRIGNY ;

VU le récépissé de cessation partielle d'activités n° 2009-0055 du 13 mai 2009 délivré à la société SOUFFLET AGRICULTURE suite à l'élimination du transformateur électrique et du condensateur contenant du PCB (rubrique n° 1180-1) sur son site de GRIGNY,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL/115 du 21 mars 2013 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société SOUFFLET AGRICULTURE pour l'exploitation de son silo situé Chemin du Port à GRIGNY,

VU les plaintes de riverains concernant les nuisances sonores générées par l'activité de la société SOUFFLET AGRICULTURE sur son site de Grigny, chemin du Port,

VU le rapport de la société Dekra relatif aux mesures de bruit réalisées le 10 septembre 2013, transmis par courriel le 3 octobre 2013

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 22 novembre 2013 transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le message électronique de l'exploitant du 20 décembre 2013 indiquant qu'il n'a pas de remarques à formuler,

CONSIDERANT que l'inspecteur a constaté que les mesures de bruit réalisées le 10 septembre 2013 présentent des non conformités en période nocturne, en limite de propriété,

CONSIDERANT qu'en période nocturne, la valeur de l'émergence calculée (2,5 dB(A)) est proche de la valeur limite autorisée (3 dB (A)),

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions du titre 6 de l'arrêté préfectoral n° 2008.PREF.DCI3/BE0022 du 12 mars 2008 portant imposition à la société SOUFFLET AGRICULTURE de prescriptions complémentaires relatives à la prévention des nuisances sonores et des vibrations pour l'exploitation de son établissement situé à GRIGNY, Chemin du Port,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SOUFFLET AGRICULTURE de respecter les prescriptions de l'arrêté du 12 mars 2008 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société SOUFFLET-AGRICULTURE dont le siège social est situé Quai Sarraill – BP 12 – 10402 NOGENT-SUR-SEINE, est mise en demeure de respecter les dispositions du titre 6 de l'arrêté préfectoral n° 2008.PREF.DCI3/BE0022 du 12 mars 2008 portant imposition de prescriptions complémentaires relatives à la prévention des nuisances sonores et des vibrations pour l'exploitation de son établissement situé à GRIGNY, Chemin du Port ,

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement; dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

L'exploitant, la société SOUFFLET AGRICULTURE

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne, et dont une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de GRIGNY.

Pour le Préfet et par délégation;
Le Secrétaire Général


Alain ESPINASSE

